

Faut-il dépasser le TNP ? Prolifération des armes nucléaires et désarmement

Patrick Simon

Directeur adjoint IDRP

Avril 2004

La prolifération des armes nucléaires : quelques constats

Aujourd'hui, il semble que le désarmement nucléaire ne soit plus la priorité pour nombre d'Etats. Ceci découle à la fois de la nature du nouvel ordre mondial, à la fois de la question de l'utilisation civile nucléaire.

Depuis 1990, les choses ont changé avec l'arrivée de nouvelles menaces d'attentats suicide de la part d'acteurs non étatiques transnationaux, y compris en terme d'utilisation d'armes de destruction massive. De même, des Etats se relancent dans la course à l'armement nucléaire, comme les USA avec le projet ABM (bouclier anti-missile), comme des Etats du Moyen-Orient, de l'Asie orientale ou du sud (Israël, Inde, Pakistan¹, Iran, Corée du Nord² notamment) en lien avec l'insécurité régionale. Et certains d'entre eux ont profité des stratégies de « donnant - donnant » où la prolifération a donné lieu à des compensations économiques pour arrêter les programmes, comme la Corée du Nord ou la Libye.

L'unilatéralisme des USA est pour beaucoup dans le débat sur la politique de non-prolifération avec sa relance du programme de bouclier anti-missile. Comment peuvent-ils donner une leçon ? Ce projet correspond plus à de la préemption militaire, aux stratégies de riposte dite préventive ? Et la question importante à se poser c'est : qui doit juger si un pays ne respecte pas ses engagements ?

Et plus largement, la relance des essais nucléaires, y compris en laboratoire, mettent en péril l'idée centrale du TNP.

Mais ce sont aussi les évolutions technologiques et la question énergétique qui sont en jeu. La crise du pétrole a eu pour effet une relance des programmes énergétiques à base nucléaire. Même si certains pays font le pari d'une recherche d'énergies plus diversifiées, le nucléaire fait toujours partie du paysage énergétique.

Le groupe de fournisseurs nucléaires a modifié sa stratégie en essayant d'interdire l'accès à la technologie. « Les usines d'enrichissement de l'uranium et celles servant au retraitement du combustible irradié et à la séparation du plutonium qu'il contenait ne pouvaient plus être transféré à des pays qui ne détenaient pas ces technologies. »³

En terme technologique encore, une distinction maintenant est faite en matière de composition isotopique des matières nucléaires. Ainsi l'uranium enrichi contenant 20% ou plus d'isotope 235 et le plutonium contenant un fort pourcentage de plutonium 238 sont réputés à usage militaire. Il faudra aussi mettre au point des cycles de combustibles parfaitement étanches ou résistant à la prolifération.

De ce fait, les tentations de vendre du potentiel nucléaire militaire est un acte criminel contre l'humanité.

Un rappel sur le système de non – prolifération et de désarmement

Le texte du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) de 1968 et en vigueur à partir de 1970⁴ reposait sur un principe : il n'y aurait pas d'autres Etats dotés de l'arme nucléaire que ceux ayant fait exploser un dispositif nucléaire avant le 1^{er} janvier 1967. Et à ce principe était associés des engagements :

¹ Relance des essais nucléaires de l'Inde et du Pakistan en 1998.

² Menace de la Corée du Nord de se retirer du TNP en 2003.

³ John Simpson dans son article « le régime de non-prolifération des armes nucléaires : retour vers le futur ? » - Forum du désarmement Un-2004 – UNIDIR.

⁴ 187 États parties au TNP ont approuvé la résolution 1172 du Conseil de sécurité prohibant le développement ou le déploiement de nouvelles armes nucléaires, de missiles ou de matières fissiles.

- le désarmement nucléaire par les pays disposant d'une telle arme,
- la non-prolifération de l'arme nucléaire pour ceux qui ne la possédait pas,
- l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire.

Entre 1965 et 1975, des accords internationaux ont commencé le processus de désarmement et de surveillance. Ainsi, à partir de 1972, les USA et l'URSS ont négocié une limitation des armements. Le système de contrôle de l'utilisation de l'énergie nucléaire mis en place en 1973 avec l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) s'est poursuivi par la création de la Commission de Contrôle, de Vérification et d'Inspection des Nations Unies (COCOVINU).

D'autres traités et conventions ont également montré la voie du désarmement :

C'est le cas de la Convention sur les armes chimiques, la Convention sur les armes biologiques ou à toxines. C'est le cas du traité d'Interdiction Complète des Essais (TICE). C'est enfin le cas de la Convention d'Ottawa sur les mines antipersonnel motivé par des préoccupations humaines avant tout. L'exemple du processus d'Ottawa est jugé plus dynamique : « un processus évolutif d'accords intermédiaires ou auto-ajustables qui répondent rapidement aux nouvelles connaissances scientifiques. »⁵

Mais il est regrettable que des puissances importantes se mettent en dehors de cet effort de désarmement. Les USA, la Chine et l'Inde n'ont pas signé le Traité d'Ottawa. Les USA se sont retiré du Traité ABM (limitation des systèmes de missiles anti-missiles balistiques) et du TICE.

Le non respect de normes internationales est lourd de conséquences en terme de droit et de légitimité internationale.

Des questions ouvertes mais des réponses urgentes à trouver

Le contrôle du désarmement reste une question cruciale. Le TNP et notamment son article 6 reste un outil d'actualité.

De même, l'AIEA et la COCOVINU sont des organismes qui ont montré une certaine efficacité, comme l'a malgré tout démontré la crise irakienne de 2003. Leur renforcement est essentiel. Les moyens de contrôle et de vérification doivent se doubler d'un système de sanction ou de coercition.

Le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Mohammed El Baradei a déclaré à ce sujet, en février 2004 que les règles et garanties existantes n'étaient pas assez strictes pour répondre aux réalités modernes et que le monde était en danger « d'autodestruction » si on ne les adaptait pas.

Le Conseil de sécurité de l'ONU, comme l'Assemblée Générale de l'ONU sont appelés à gérer la situation de non-prolifération ainsi que celle du règlement des conflits qui sont deux aspects intimement liés. Mais leur efficacité est avant tout une question politique. C'est le choix entre le multilatéralisme et l'unilatéralisme. C'est le choix entre l'universalité, la non discrimination du désarmement et la stratégie discriminatoire ou clientélisme nucléaire. C'est le choix des moyens de contrôle et les moyens financiers qui y sont attribués.

La réflexion est en cours mais il reste nécessaire de trouver des réponses intermédiaires en s'appuyant sur l'expérience passée. Le TNP reste la pierre angulaire du désarmement. De fait, il comporte des engagements envers les normes qui régissent la gestion du nucléaire. Il s'agit de la non-prolifération, du désarmement, des utilisations pacifiques et de l'universalité ou non-discrimination.

⁵ Jessica Tuchman Matthews, 1989, « Redefining Security », Foreign Affairs, volume 68, n° 2.